

Flash ISP 13-2004

>>> PSI@lb.bcentral.com 08/27 12:11 >>>

COMBLER LES LACUNES

L'ISP collabore avec des syndicats affiliés et Public World (organisme dirigé par Brendan Martin) sur une nouvelle initiative prometteuse : un Accord général sur les services publics (AGSP). La première étape consiste à identifier les fondements de services publics de qualité. Ensuite, par le biais d'un accord général, chacun(e) sera invité à identifier et combler les lacunes. L'ISP et les syndicats pourront utiliser cette approche auprès des gouvernements et des collectivités, des organisations internationales, des employeurs et des ONG, dans des forums publics et des campagnes, pour garantir la bonne prise en compte de l'aspect qualité des services publics. Cette initiative soutiendra également notre participation à la campagne mondiale en faveur de l'obtention des Objectifs de développement du Millénaire. Pour en savoir plus, n'hésitez pas à vous abonner à notre liste de publipostage en écrivant à l'adresse communications@world-psi.org

SEMAINE DE L'ÉQUITÉ SALARIALE : 4-8 OCTOBRE 2004

Les préparatifs de la semaine de l'équité salariale vont bon train. Le site Internet de l'ISP y consacre une rubrique spéciale contenant des renseignements sur la campagne, des informations de référence et des supports didactiques, ainsi que des liens vers les sites gouvernementaux et syndicaux traitant de l'équité salariale. Quelques syndicats nous ont déjà communiqué les activités qu'ils entendent mener durant cette semaine (et dont la liste figure sous cette rubrique). Au programme : courses parrainées, pétitions au parlement, ballons aux couleurs de l'équité salariale et même un concours de calypso ! Merci de nous communiquer les activités prévues par votre syndicat ou comité d'affiliés pour que nous puissions compléter la liste. Et n'oubliez pas de les immortaliser car nous réaliserons un reportage photo qui sera distribué à grand tirage et exposé lors de la réunion du Conseil exécutif de l'ISP en décembre 2004.

ALLÉGEMENT DE LA DETTE : FAITES-LE VOUS-MÊMES !

Jeffrey Sachs, économiste de l'université de Columbia ayant participé à la conception des controversés programmes d'ajustement structurel mis en place en Europe orientale et en Amérique latine dans les années 90, appelle les chefs d'État africains à boycotter les remboursements de la dette. En visite en Éthiopie en tant que conseiller économique du Secrétaire général des Nations Unies, Sachs a déclaré que si les pays industrialisés refusaient d'annuler la dette extérieure de l'Afrique, il suggérerait l'obstruction : « Faites-le vous-mêmes ». M. Sachs insiste sur le fait qu'une telle réponse serait sérieuse et responsable, à condition que les fonds économisés soient utilisés de manière transparente et consacrés à des besoins sociaux urgents. Cliquez ici pour plus de détails.

À bas le charabia !

Un groupe militant pour l'utilisation d'une langue anglaise compréhensible, The Plain English Campaign, s'est réuni récemment pour fêter son 25ème anniversaire. À cette occasion, il a élu les pires charabias de ces 25 dernières années. La clause suivante, tirée d'un projet de réglementation salariale au Royaume-Uni, a remporté la palme : « Les heures de travail sans heures effectuées par un travailleur durant une période salariale de référence équivaudront au total du nombre d'heures effectuées par lui durant la période salariale de référence pour exécuter les fonctions qui lui sont attribuées en vertu du contrat qu'il a signé pour effectuer du travail sans heures. »

RÉALITÉ AVANT IDÉOLOGIE

Un rapport sur les stratégies de réduction de la pauvreté établi par le Département de l'évaluation des opérations, service indépendant de la Banque mondiale, constate qu'une attention excessive est accordée à l'obtention de l'accord du FMI et de la Banque mondiale au détriment de la conception de programmes répondant aux besoins spécifiques de chaque pays, situation que les syndicats dénoncent depuis des années. Un responsable de la Banque a déclaré que la direction souscrivait aux conclusions du rapport, qui appellent à une attention accrue à la promotion de la croissance et à davantage d'efforts pour lier l'aide des donateurs aux stratégies de développement. Cliquez ici pour obtenir plus de détails.

RÉFORMES CORROSIVES

Les effets négatifs des « réformes » idéologiques des services de santé en Europe orientale sont toujours ressentis par les travailleurs(euses) de la santé qui, en réaction, descendent dans la rue. Dernièrement, 4000 travailleurs(euses) lituaniens de la santé ont manifesté devant le parlement en clamant « Un pays sans santé est un État sans avenir ! ». Leur mécontentement porte essentiellement sur les piétres conditions salariales du personnel de santé et l'absence d'investissement. L'ISP soutiendra ses affiliés dans leurs manifestations. Cette problématique a fait l'objet d'une récente étude de l'ISP et de l'OIT sur les soins de santé (« Corrosive Reforms »), qui fait état du démantèlement systématique des services de santé par beaucoup de gouvernements de la région, au détriment des travailleurs(euses) comme des patient(e)s. Ce rapport est disponible en anglais et en russe auprès de l'ISP.

LES COÛTS SOCIAUX DU VIH/SIDA

Cette année, le rapport mondial sur le développement humain se penche sur les effets dévastateurs de l'épidémie de VIH/SIDA. Dans certaines régions d'Afrique, l'espérance de vie moyenne est désormais inférieure à 33 ans - soit une réduction d'environ 10 ans depuis 1994. Par comparaison, l'espérance de vie s'élève à près de 79 ans en Norvège. Le rapport, publié par le Programme des Nations Unies pour le développement, présente un classement de

la qualité de vie dans plus de 170 pays, sur la base d'indicateurs comme l'espérance de vie et l'éducation. Il indique aussi qu'environ 900 millions de personnes appartiennent à des minorités confrontées à une forme de discrimination. Cliquez ici pour télécharger le rapport (disponible en six langues).

NOUVEL ANNUAIRE DE L'ISP

La dernière édition de l'annuaire des affiliés de l'ISP est maintenant disponible en ligne. Cliquez ici pour l'imprimer, ou écrivez à communications@world-psi.org pour en obtenir un exemplaire.

NOUVELLE CENTRALE NATIONALE AU PAKISTAN

Au Pakistan, trois grandes organisations syndicales ont fusionné pour former une nouvelle centrale nationale : la Pakistan Workers' Federation. Une convention nationale conjointe aura lieu l'année prochaine pour mettre la touche finale à sa constitution et à son programme. La CISL a remercié la Japan International Labour Foundation (JILAF) de son précieux soutien dans cette fusion.

À LA UNE

La Dhaka Water and Sanitation Authority (DWASA) a été créée en 1963 en tant que société publique de distribution d'eau potable, d'assainissement et de drainage des eaux de tempête à Dhaka, capitale du Bangladesh. Dans les années 90, la DWASA était inefficace d'un point de vue financier et opérationnels, et son système enregistrait beaucoup de pertes. La Banque mondiale (Association internationale de développement -AID) lui a proposé un nouveau prêt, subordonné à une réforme institutionnelle, une étude de privatisation et une privatisation expérimentale de la facturation, de la perception et d'autres activités.

Les syndicats ont réagi en proposant de mettre à l'épreuve les avantages présumés de la privatisation. En fin de compte, l'AID, la DWASA, les représentant(e)s du gouvernement et les syndicats ont décidé de placer une région sous contrôle privé et une autre sous la tutelle d'une coopérative de salarié(e)s, pour une période d'essai d'un an. La coopérative de salarié(e)s (CS) a enregistré des résultats nettement supérieurs à ceux de la DWASA et des entreprises privées. Dans cette région, les recettes ont sensiblement augmenté et le volume d'eau « non prise en compte » a été réduit. Pour y parvenir, l'intégrité a en quelque sorte été « achetée », puisque les salaires étaient deux fois supérieurs à ceux versés par la DWASA, et l'expérience et les connaissances des salarié(e)s ont été mises à profit via un processus décisionnel participatif. La satisfaction des consommateurs(trices) a également augmenté.

La région privatisée s'est révélée décevante à cause du manque d'expérience, de la lourdeur hiérarchique et de l'incapacité à tirer parti des connaissances des effectifs. Les régions administrées par la DWASA étaient toujours dans le rouge à cause de la bureaucratie, de la piètre rémunération, de la corruption et de l'inefficacité. Les pauvres et les habitant(e)s des bidonvilles ont également bénéficié de cette coopérative de salarié(e)s car celle-ci a procédé à des raccordements normaux d'ordinaire interdits par les règles de la DWASA. Selon ces règles, l'eau peut être fournie (pour un montant symbolique) aux foyers très modestes, mais uniquement s'ils sont officiellement propriétaires d'un terrain dans la région DWASA - comme ce n'est pas le cas de la majorité d'entre eux, ceux-ci devaient se résoudre à acheter l'eau auprès de sociétés privées, à un prix plus de 10 fois supérieur à la normale. La coopérative d'employé(e)s a raccordé bon nombre de ces foyers et perçu des redevances au tarif normal, ce qui a généré davantage de recettes pour la DWASA et permis d'approvisionner les pauvres en eau meilleur marché et de meilleure qualité. Cette décision est dans la lignée de celle prise par Henry Ford en 1914, quand il a doublé le salaire des travailleurs(euses) de l'automobile de 2,50 à 5 dollars par jour.

Le taux de rotation du personnel et l'absentéisme avaient diminué, tandis que la productivité des usines Ford avait augmenté d'environ 51% cette même année. Source : Les services publics, ça marche ! Données, enseignements et idées pour notre avenir, par D. Hall et ISP, 2003. Disponible pour les affiliés de l'ISP en 6 langues. Courrier électronique : communications@world-psi.org

Powered by List Builder

To unsubscribe follow the link:

<http://lb.bcentral.com/ex/sp?c=12331&s=C609C24BD7180034&m=400>